

Votez et faites voter pour la liste

**C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS,
C'EST NOUS QUI DECIDONS**

conduite par

Monica CASANOVA & Laurent DELAGE

Enseignante, militante
syndicale, élue municipale

Electromécanicien,
militant syndical

Travailleuses et travailleurs actifs ou retraités, étudiant-es, précaires, nous nous sommes regroupé-es pour faire entendre la colère du monde du travail contre les multinationales, la finance et les politiciens à leur service. Engagé-es dans nos quartiers, nos lieux de travail ou d'étude, syndicats, associations, collectifs, nous voulons contribuer à l'organisation démocratique de celles et ceux qui produisent les richesses et font tout tourner dans la société.

Les problèmes auxquels nous sommes confronté-es dépendent peu de la mairie et ne peuvent trouver de solution qu'en s'attaquant au pouvoir des capitalistes, à la loi du profit, à la marchandisation.

En effet, les inégalités explosent. En France, 53 milliardaires possèdent plus que 32 millions de personnes. Le CAC 40 bat des records tandis que le chômage a augmenté de 6,8 % en un an et que les salaires, les pensions, les allocations stagnent.

C'est partout que les milliardaires intensifient l'exploitation des

travailleur-es et de la nature, licencient, vident les caisses publiques et mènent les uns contre les autres une guerre économique, commerciale et militaire en pillant la planète pour leurs profits, en aggravant la crise écologique.

En France, le budget que Lecornu a fait passer avec le soutien du Parti socialiste est un budget de régression sociale.

Alors que les hôpitaux, l'école, les services sociaux et les services publics sont dans une situation dramatique, les budgets militaires explosent.

A l'échelle locale comme nationale, contester le pouvoir du capital et de la finance

Les budgets des communes et des collectivités sont soumis au diktat de l'Etat et de la finance. Le budget 2026 leur impose 5 milliards d'économies au nom du déficit public, d'une dette de l'Etat creusée par ses énormes subventions et cadeaux aux grandes entreprises et qui assurent aux banques des milliards d'intérêts manquant cruellement aux budgets publics et sociaux.

A Lormont, les agents doivent faire plus en étant moins nombreux pour des besoins en augmentation constante ; alors que 24 animateurs péri-scolaires ont perdu leur contrat, la ville voudrait imposer plus de polyvalence aux ATSEM qui l'ont refusé par la grève.

Les bailleurs sociaux ont abandonné l'entretien de cités où locataires ou co-propriétaires sont confrontés à la vétusté du chauffage, aux coupures d'eau chaude, aux moisissures et autres nuisibles. Les 1500 logements détruits dans le cadre du Renouvellement urbain ont été remplacés par du neuf plus petit et plus cher. La marchandisation du logement a entraîné la financiarisation de l'immobilier ; les nouveaux logements construits par le promoteur Pichet à Lissandre sont inaccessibles aux plus défavorisés, tout comme l'hôtel 4 étoiles qui devrait s'y installer.

Régler la question du logement, c'est s'en prendre à la spéculation immobilière, aux méga profits des géants de la construction.

Des réponses immédiates s'imposent comme la réquisition des logements vides, la baisse des loyers, l'interdiction des expulsions locatives. Mais un réel plan de construction de logements sociaux nécessite un service public du logement sous contrôle des travailleurs et de la population.

Faire respecter les droits essentiels de la population aujourd'hui attaqués : droit au travail, à un salaire et des revenus décents, au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture pour toutes et tous nécessite la remise en cause du pillage des budgets publics par une infime minorité richissime et parasite.

Les réponses aux besoins collectifs exigent l'annulation de la dette, l'expropriation des banques et des sociétés financières et la création d'un monopole public bancaire. Cela ne passera pas par les élections, mais le bulletin de vote peut nous servir pour dire que la réponse est entre nos mains.

Faire de la mairie un outil au service de la population, de son organisation et de ses luttes

Ce n'est pas un bulletin de vote qui changera notre sort. Le jeu est truqué. Les Arnault, Dassault, Mulliez, Saadé, Bollore et autres milliardaires et exploiters du monde entier ne sont pas élus, mais c'est eux qui font la loi, celle du plus fort. C'est la dictature du capital, le cynisme, la violence, la corruption des milliardaires qui parasitent le travail humain avec la complicité des politiciens à leur service.

Mais si la mairie ne peut répondre aux ravages du capitalisme, elle peut être un outil au service des luttes et de l'organisation de la population pour contester le pouvoir des capitalistes. Nous avons les compétences techniques et intellectuelles : tout le fonctionnement de la société repose sur notre travail collectif.

Le 15 mars, en votant pour la liste *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons*,

Vous contesterez le pouvoir d'une minorité qui entraîne le monde dans le chaos, la guerre, la misère, met la planète à feu et à sang.

Vous affirmerez la nécessité de prendre nous-mêmes nos affaires en main. Vous voterez pour des candidat.es investi.es au quotidien contre les ravages du capitalisme, les inégalités, l'exploitation et les oppressions, le racisme, la misogynie, le masculinisme, les violences sexistes et sexuelles et toutes les discriminations.

Vous affirmerez les valeurs de solidarité, de lutte collective pour changer le monde, seule façon de réellement contrer les extrêmes-droites de Bardella, Le Pen, Ciotti ou Retailleau, et toutes les politiques xénophobes, racistes menées par les gouvernements

successifs, notamment contre les musulman.es ou supposé.es l'être.

Vous refuserez la propagande nationaliste, xénophobe, et le protectionnisme qui prétend que nous enfermer dans nos frontières nous protégerait de la concurrence mondiale. Nos ennemis sont tant les capitalistes français qu'américains ou allemands. Nos allié-es sont les exploité-es et les peuples du monde entier.

Notre identité, notre patrie, c'est l'humanité ! Nous revendiquons la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous, avec ou sans papiers, la fermeture du CRA (Centre de Rétention Administratif) et le droit de vote à toutes les élections pour toutes celles et ceux qui travaillent et vivent ici.

Voter *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons*,

c'est affirmer notre indépendance vis-à-vis de tous les politiciens qui se partagent le pouvoir, de ceux qui veulent y aller et voudraient nous faire croire qu'il suffirait de bien voter pour changer les choses alors que, localement comme nationalement, quand ils sont au pouvoir, tous mènent des politiques d'austérité.

Nous pouvons nous organiser en toute indépendance des appareils bureaucratiques, comme nous étions nombreuses et nombreux à le faire le 10 septembre dans le mouvement *Bloquons tout !*, sans rien attendre de personne.

Affirmons que nous pouvons changer les choses nous-mêmes dans nos quartiers, nos entreprises, nos lieux d'étude en faisant notre politique, en défendant nos droits, en faisant respecter les intérêts de la collectivité contre la brutalité capitaliste. Comme la population et les militant.es de Minneapolis ont montré qu'on peut le faire pour protéger leurs voisin.es immigré.es et s'opposer aux rafles de l'ICE, la police de l'immigration de Trump, et finalement les faire reculer.

Il est urgent pour le monde du travail de conquérir la démocratie, le pouvoir pour changer la façon dont fonctionnent l'économie et l'État, pour en finir avec la dictature du capital, construire une société fondée sur la solidarité, la coopération des travailleur.es et des peuples, une planification démocratique, une société socialiste, communiste.

**Portez dans l'urne
le slogan des manifestations :**

**C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS,
C'EST NOUS QUI DECIDONS**

**Votez pour la liste conduite par
Monica CASANOVA
& Laurent DELAGE**

présentée par le

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES